

## 57<sup>e</sup> séance

### PLF pour 2019

#### PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2019

*Texte du projet de loi – n° 1255*

#### SECONDE PARTIE

#### MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

#### TITRE PREMIER

#### AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019 – CRÉDITS ET DÉCOUVERTS

#### I. – CRÉDITS DES MISSIONS

#### Article 39

Il est ouvert aux ministres, pour 2019, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de

478 982 562 794 € et de 464 478 733 313 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

#### Travail et emploi (suite)

#### ÉTAT B

#### (Article 39 du projet de loi)

#### RÉPARTITION, PAR MISSION ET PROGRAMME, DES CRÉDITS DU BUDGET GÉNÉRAL

Budget général

<i>(en euros)</i>		
Mission	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Travail et emploi</b>	<b>13 375 433 069</b>	<b>12 415 918 883</b>
Accès et retour à l'emploi	6 286 156 876	6 449 788 751
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	6 341 327 240	5 188 763 323
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	57 055 266	88 074 570
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	690 893 687	689 292 239
<i>Dont titre 2</i>	<i>614 456 970</i>	<i>614 456 970</i>

**Amendement n° 1057** présenté par M. Ruffin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Ressiguié, Mme Rubin et Mme Taurine.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	0	0
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	0	0
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0	10 000 000
Soutien à l'emploi périscolaire (ligne nouvelle)	10 000 000	0
TOTAUX	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1058** présenté par M. Ruffin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Ressiguiet, Mme Rubin et Mme Taurine.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	0	0
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	0	0
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0	10 000 000
Soutien aux métiers de la petite enfance (ligne nouvelle)	10 000 000	0
TOTAUX	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1059** présenté par M. Ruffin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Ressiguiet, Mme Rubin et Mme Taurine.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	0	0
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	0	0
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0	10 000 000
Soutien aux métiers de la dépendance (ligne nouvelle)	10 000 000	0
TOTAUX	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1062** présenté par M. Ruffin, Mme Taurine, Mme Rubin, Mme Ressiguiet, M. Ratenon, M. Quatennens, M. Prud'homme, Mme Panot, Mme Obono, M. Mélenchon, M. Larive, M. Lachaud, Mme Fiat, M. Corbière, M. Coquerel, M. Bernalicis et Mme Autain.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	0	0
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	0	0
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0	10 000 000
Soutien aux métiers du handicap (ligne nouvelle)	10 000 000	0
TOTAUX	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1380** présenté par M. Vallaud, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, Mme Vainqueur-Christophe, Mme Battistel, M. Bouillon, M. Jean-Louis Bricout, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert,

M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, Mme Pires Beaune, M. Potier, M. Pueyo, Mme Rabault, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Untermaier et Mme Victory.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	8 250 000	0
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	0	8 250 000
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0	0
TOTAUX	8 250 000	8 250 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1498** présenté par M. Dharréville, Mme Bello, M. Brotherson, M. Bruneel, Mme Buffet, M. Chassaigne, M. Dufrègne, Mme Faucillon, M. Jumel, Mme Kéclard-Mondésir, M. Lecoq, M. Nilor, M. Peu, M. Fabien Roussel, M. Serville et M. Wulfranc.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	8 120 000	0
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	0	8 120 000
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0	0

TOTAUX	8 120 000	8 120 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1443** présenté par M. Viry.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	8 250 000	0
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	0	8 250 000
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0	0
TOTAUX	8 250 000	8 250 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1383** présenté par M. Vallaud, M. Avira-gnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, Mme Vainqueur-Christophe, Mme Battistel, M. Bouillon, M. Jean-Louis Bricout, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert,

M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, Mme Pires Beaune, M. Potier, M. Pueyo, Mme Rabault, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Untermaier et Mme Victory.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	0	5 000 000
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	5 000 000	0
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0	0
TOTAUX	5 000 000	5 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1384** présenté par M. Vallaud, M. Avira-gnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, Mme Vainqueur-Christophe, Mme Battistel, M. Bouillon, M. Jean-Louis Bricout, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert,

M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, Mme Pires Beaune, M. Potier, M. Pueyo, Mme Rabault, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Untermaier et Mme Victory.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	0	0
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	5 000 000	0
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0	5 000 000

TOTAUX	5 000 000	5 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1382** présenté par M. Vallaud, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, Mme Vainqueur-Christophe, Mme Battistel, M. Bouillon, M. Jean-Louis Bricout, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert,

M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, Mme Pires Beaune, M. Potier, M. Pueyo, Mme Rabault, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Untermaier et Mme Victory.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	0	2 000 000
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	2 000 000	0
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0	0
TOTAUX	2 000 000	2 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1386** présenté par M. Vallaud, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, Mme Vainqueur-Christophe, Mme Battistel, M. Bouillon, M. Jean-Louis Bricout, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert,

M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, Mme Pires Beaune, M. Potier, M. Pueyo, Mme Rabault, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Untermaier et Mme Victory.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	0	900 000
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	0	0
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	900 000	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0	0
TOTAUX	900 000	900 000
SOLDE	0	

## TRAVAIL ET EMPLOI

### Article 84

- ① I. – Le code du travail est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 5122-1 est complété par un IV ainsi rédigé :
- ③ « IV. – Sont prescrites, au profit de l'État et de l'organisme gestionnaire de l'assurance chômage, les créances constituées au titre de l'allocation mentionnée au II pour lesquelles l'employeur n'a pas déposé de demande de versement auprès de l'autorité administra-

tive dans un délai d'un an suivant le terme de la période couverte par l'autorisation de recours à l'activité partielle. » ;

- ④ 2° À l'article L. 5124-1, après la référence : « L. 5123-2 » sont insérés les mots : « et à l'article L. 5122-1 ».
- ⑤ II. – Le I s'applique aux demandes de versement de l'allocation mentionnée à l'article L. 5122-1 pour lesquelles la demande préalable d'autorisation de recours à l'activité partielle a été déposée à compter du 24 septembre 2018.

**Après l'article 84**

**Amendement n° 1766** présenté par le Gouvernement.

Après l'article 84, insérer l'article suivant :

Pour l'année 2019, il est institué une contribution, d'un montant de 25 millions d'euros, de l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés mentionnée à l'article L. 5214-1 du code du travail, au profit de l'Agence de services et de paiement mentionnée à l'article L. 313-1 du code rural et de la pêche maritime. Cette contribution est affectée au financement des aides financières mentionnées à l'article L. 5213-19 du code du travail et attribuées dans les conditions prévues par le même article.

Le recouvrement, le contentieux, les garanties et les sanctions relatifs à cette contribution sont régis par les règles applicables en matière de taxe sur les salaires.

**Amendement n° 1442** présenté par M. Viry.

Après l'article 84, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport d'évaluation de la réforme du financement du secteur de l'insertion par l'activité économique entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion, et le 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour les associations intermédiaires et les ateliers et chantiers d'insertion.

Ce rapport évalue notamment l'efficacité de la généralisation de l'aide au poste pour le financement des quatre catégories de structures d'insertion par l'activité économique et l'efficacité de la modulation partielle de l'aide au poste. Il évalue également les effets de la fin des exonérations de cotisations spécifiques dans le secteur de l'insertion par l'activité économique, qui se traduit par une mesure de périmètre sortant au sein du projet de loi de finances pour 2019.

**Amendement n° 1455** présenté par M. Cherpion et M. Viry.

Après l'article 84, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport d'évaluation de la situation financière et sociale de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes, portant en particulier sur l'évolution de son endettement depuis la loi n° 2017-204 du 21 février 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes, sur ses capacités de désendettement ainsi que sur l'exercice de ses missions.

**Cohésion des territoires****Article 39**

Il est ouvert aux ministres, pour 2019, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 478 982 562 794 € et de 464 478 733 313 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

## ÉTAT B

**(Article 39 du projet de loi)****RÉPARTITION, PAR MISSION ET PROGRAMME, DES CRÉDITS DU BUDGET GÉNÉRAL**

Budget général

<i>(en euros)</i>		
Mission	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Cohésion des territoires</b>	<b>16 165 625 751</b>	<b>16 055 241 034</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	1 860 063 305	1 878 163 305
Aide à l'accès au logement	13 110 051 717	13 110 051 717
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	285 077 968	285 077 968
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	201 657 049	243 072 332
<i>Dont titre 2</i>	<i>19 932 626</i>	<i>19 932 626</i>
Interventions territoriales de l'État	35 708 465	25 808 465
Politique de la ville	673 067 247	513 067 247
<i>Dont titre 2</i>	<i>19 419 002</i>	<i>19 419 002</i>

**Amendement n° 1598** présenté par le Gouvernement.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	20 000 000	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	20 000 000	0
SOLDE	20 000 000	

**Amendement n° 1463 (deuxième rectification)** présenté par M. Laqhila.

I.Modifier ainsi les autorisations d'engagement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	10 000 000
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	0	10 000 000
SOLDE	-10 000 000	

II.Modifier ainsi les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	19 329 355
Interventions territoriales de l'État	0	0

Politique de la ville	0	0
TOTAUX	0	19 329 355
SOLDE	-19 329 355	

**Amendement n° 883 rectifié** présenté par M. Pupponi, M. Castellani, M. Acquaviva et Mme Pinel.

I. Modifier ainsi les autorisations d'engagement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	250 000 000
<i>Dont titre 2 (ligne nouvelle)</i>	0	51 108 337
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	200 000 000
<i>Dont titre 2 (ligne nouvelle)</i>	0	18 275 577
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	450 000 000	0
TOTAUX	450 000 000	450 000 000
SOLDE	0	

II. Modifier ainsi les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	250 000 000
<i>Dont titre 2 (ligne nouvelle)</i>	0	46 608 337
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	200 000 000
<i>Dont titre 2 (ligne nouvelle)</i>	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	450 000 000	0
TOTAUX	450 000 000	450 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n°932** présenté par M. Lagarde, M. Guy Bricout, Mme Auconie, Mme de La Raudière, M. Demilly, Mme Frédérique Dumas, M. Dunoyer, M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Herth, M. Leroy, Mme Magnier, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, Mme Sanquer et M. Zumkeller.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	390 000 000
Aide à l'accès au logement	390 000 000	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	390 000 000	390 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n°884 rectifié** présenté par M. Pupponi, M. Castellani, M. Acquaviva et Mme Pinel.

I. Modifier ainsi les autorisations d'engagement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	204 000 000
<i>Dont titre 2 (ligne nouvelle)</i>	<i>0</i>	<i>5 108 337</i>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	204 000 000	0
TOTAUX	204 000 000	204 000 000
SOLDE	0	

II. Modifier ainsi les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	204 000 000
Dont titre 2 (ligne nouvelle)	0	608 337

Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	204 000 000	0
TOTAUX	204 000 000	204 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 885** présenté par M. Pupponi, M. Castelan, M. Acquaviva et Mme Pinel.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	128 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	128 000 000	0
TOTAUX	128 000 000	128 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 886** présenté par M. Pupponi, M. Castelan, M. Acquaviva et Mme Pinel.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	122 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	122 000 000	0
TOTAUX	122 000 000	122 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 887** présenté par M. Pupponi, M. Castelan, M. Acquaviva et Mme Pinel.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0

Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	121 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	121 000 000	0
TOTAUX	121 000 000	121 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 833** présenté par M. Jean-Louis Bricout, Mme Pires Beaune, Mme Rabault, Mme Battistel, M. Letchimy, M. Potier, Mme Tolmont, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, Mme Manin,

Mme Pau-Langevin, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	102 000 000	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	102 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	102 000 000	102 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 888** présenté par M. Pupponi, M. Castellani, M. Acquaviva et Mme Pinel.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	100 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	100 000 000	0
TOTAUX	100 000 000	100 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 889** présenté par M. Pupponi, M. Castellani, M. Acquaviva et Mme Pinel.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	98 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	98 000 000	0
TOTAUX	98 000 000	98 000 000
SOLDE	0	

*Amendements identiques :*

**Amendements n° 840** présenté par M. Jean-Louis Bricout, Mme Pires Beaune, Mme Rabault, Mme Battistel, M. Letchimy, M. Potier, Mme Tolmont, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico,

Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory, n° 1256 présenté par Mme Do et n° 1464 présenté par M. Nogal.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	80 000 000	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	80 000 000
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	80 000 000	80 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1468** présenté par M. Nogal.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	40 000 000	0

Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	40 000 000
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	40 000 000	40 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 890** présenté par M. Pupponi, M. Castellani, M. Acquaviva et Mme Pinel.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	78 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	78 000 000	0
TOTAUX	78 000 000	78 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 834** présenté par M. Jean-Louis Bricout, Mme Pires Beaune, Mme Rabault, Mme Battistel, M. Letchimy, M. Potier, Mme Tolmont, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, Mme Manin,

Mme Pau-Langevin, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	75 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	75 000 000	0
TOTAUX	75 000 000	75 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1429** présenté par Mme de Lavergne et Mme Hammerer.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	70 000 000
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	70 000 000	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	70 000 000	70 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 891** présenté par M. Pupponi, M. Castellani, M. Acquaviva et Mme Pinel.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	60 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	60 000 000	0
TOTAUX	60 000 000	60 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1767** présenté par M. Laqhila.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	60 000 000
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	60 000 000	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	60 000 000	60 000 000

SOLDE	0
-------	---

*Amendements identiques :*

**Amendements n° 831** présenté par M. Jean-Louis Bricout, Mme Pires Beaune, Mme Rabault, M. Potier, Mme Battistel, M. Letchimy, Mme Tolmont, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli,

M. Jérôme Lambert, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory et n° 1489 présenté par M. Bazin et Mme Louwagie.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	50 000 000	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	50 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	50 000 000	50 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1257** présenté par Mme Do.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	50 000 000	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	50 000 000
TOTAUX	50 000 000	50 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1466** présenté par M. Nogal et Mme Hammerer.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	40 000 000	0

Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	40 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	40 000 000	40 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1483** présenté par M. Orphelin, M. Renson, M. Chiche, Mme Pompili, M. Alauzet, M. Gouffier-Cha, M. Testé, M. Daniel, Mme Rilhac, Mme Fontaine-Domeizel, M. Taché, Mme Vanceunebroek-Mialon, Mme Wonner, M. Rudigoz, Mme Valetta Ardisson, Mme Riotton, Mme Dupont, Mme Bagarry, M. Galbadon, Mme Robert, M. Dombreval, Mme Sarles, Mme Trisse, M. Morenas, Mme Mörch, Mme Tiegna, M. Vignal,

M. Haury, M. Nadot, M. Perrot, Mme Melchior, M. Buchou, Mme Kerbarh, Mme Abba, Mme Meynier-Millefert, M. Martin, Mme De Temmerman, Mme Le Feur, Mme Toutut-Picard, Mme Krimi et M. Delpon.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	50 000 000	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	50 000 000
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	50 000 000	50 000 000
SOLDE	0	

*Amendements identiques :*

**Amendements n° 841** présenté par M. Jean-Louis Bricout, Mme Pires Beaune, Mme Rabault, Mme Battistel, M. Letchimy, M. Potier, Mme Tolmont, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico,

Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory, n° 1255 présenté par Mme Do et n° 1465 présenté par M. Nogal.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	38 800 000	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	38 800 000
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0

TOTAUX	38 800 000	38 800 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1450** présenté par Mme Panot, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Ressiguié, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	31 000 000	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	31 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	31 000 000	31 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1454** présenté par M. Prud'homme, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Ressiguié, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	31 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	31 000 000	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	31 000 000	31 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 892** présenté par M. Pupponi, M. Castellani, M. Acquaviva et Mme Pinel.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0

Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	30 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	30 000 000	0
TOTAUX	30 000 000	30 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1318** présenté par M. Orphelin, Mme Pompili, M. Alauzet, Mme Rilhac, Mme Fontaine-Domeizel, M. Daniel, Mme Vanceunebrock-Mialon, Mme Wonner, Mme Valetta Ardisson, Mme Riotton, Mme Bagarry, M. Galbadon, Mme Robert, M. Dombrevail, Mme Sarles, M. Morenas, Mme Mörch, M. Perrot, M. Buchou, Mme Dupont, Mme Abba, Mme Meynier-Millefert, M. Martin, M. Testé, M. Chiche, Mme Le Feur,

Mme Toutut-Picard, Mme Krime, M. Delpon, M. Gouffier-Cha, Mme Gaillot, Mme Trisse, M. Besson-Moreau, Mme Tiegna, M. Vignal, M. Chalumeau, M. Haury et M. Nadot.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	30 000 000	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	30 000 000
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	30 000 000	30 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1480** présenté par M. Jolivet.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	30 000 000
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	30 000 000	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	30 000 000	30 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1491** présenté par M. Bazin.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	24 000 000	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	24 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	24 000 000	24 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 703** présenté par M. Giraud, Mme de Montchalin et M. Serva.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	20 000 000	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	20 000 000
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	20 000 000	20 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 830** présenté par M. Potier, Mme Battistel, M. Letchimy, Mme Tolmont, Mme Pires Beaune, M. Jean-Louis Bricout, Mme Rabault, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli,

M. Jérôme Lambert, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	13 400 000	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	13 400 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0

Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	13 400 000	13 400 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1268** présenté par Mme Vignon, Mme Khattabi, M. Vignal, Mme Dupont, Mme Hammerer et Mme Bagarry.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	13 400 000	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	13 400 000
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	13 400 000	13 400 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1490** présenté par M. Bazin.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	12 000 000	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	12 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	12 000 000	12 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 835** présenté par M. Jean-Louis Bricout, Mme Pires Beaune, Mme Rabault, Mme Battistel, M. Letchimy, M. Potier, Mme Tolmont, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, Mme Manin,

Mme Pau-Langevin, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	10 000 000	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	10 000 000
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1316** présenté par M. Orphelin, Mme Pompili, M. Alauzet, Mme Rilhac, Mme Fontaine-Domeizel, M. Daniel, Mme Vanceunebrock-Mialon, Mme Wöner, Mme Valetta Ardisson, Mme Riotton, Mme Bagarry, M. Galbadon, Mme Robert, M. Dombrevail, Mme Sarles, M. Morenas, Mme Mörch, M. Perrot, M. Buchou, Mme Dupont, Mme Abba, Mme Meynier-Mille-

fert, M. Martin, M. Testé, M. Chiche, Mme Le Feu, Mme Toutut-Picard, Mme Krimi, M. Delpon, M. Gouffier-Cha, Mme Gaillot, Mme Trisse, M. Besson-Moreau, Mme Tiegna, M. Vignal, M. Nadot et M. Haury.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	9 000 000	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	9 000 000
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	9 000 000	9 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1437** présenté par M. Jolivet.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	6 500 000	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	6 500 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0

Politique de la ville	0	0
TOTAUX	6 500 000	6 500 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1451** présenté par Mme Obono, Mme Autain, M. Prud'homme, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Panot, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Ressiguier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	6 415 632	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	6 415 632
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	6 415 632	6 415 632
SOLDE	0	

**Amendement n° 1452** présenté par M. Prud'homme, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Ressiguier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	6 415 632
Interventions territoriales de l'État	6 415 632	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	6 415 632	6 415 632
SOLDE	0	

**Amendement n° 832** présenté par M. Letchimy, Mme Vainqueur-Christophe, Mme Pires Beaune, M. Jean-Louis Bricout, Mme Rabault, Mme Battistel, M. Potier, Mme Tolmont, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli,

M. Jérôme Lambert, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, M. Vallaud et Mme Victory.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	2 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	2 000 000	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	2 000 000	2 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 816** présenté par M. Laqhila, rapporteur spécial au nom de la commission des finances.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	1 000 000	0
Politique de la ville	0	1 000 000
TOTAUX	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1453** présenté par Mme Rubin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Ressiguié, M. Ruffin et Mme Taurine.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	6 415 632	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	6 415 632
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	6 415 632	6 415 632

SOLDE	0
-------	---

**Amendement n° 1462** présenté par M. Laqhila.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	5 000 000	0
Politique de la ville	0	5 000 000
TOTAUX	5 000 000	5 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1469** présenté par M. Acquaviva, M. Brial, M. Castellani, M. Clément, M. Colombani, M. Charles de Courson, Mme Dubié, M. El Guerrab, M. Falorni, M. Favennec Becot, M. François-Michel Lambert, M. Molac, M. Pancher, Mme Pinel, M. Philippe Vigier et M. Pupponi.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	4 800 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	4 800 000	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	4 800 000	4 800 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1317** présenté par M. Orphelin, Mme Pompili, M. Alauzet, Mme Rilhac, Mme Fontaine-Domeizel, M. Daniel, Mme Vanceunebrock-Mialon, Mme Wonner, Mme Valetta Ardisson, Mme Riotton, Mme Bagarry, M. Galbadon, Mme Robert, M. Dombrevail, Mme Sarles, M. Morenas, Mme Mörch, M. Perrot, M. Buchou, Mme Dupont, Mme Abba, Mme Meynier-Mille-

fert, M. Martin, M. Testé, M. Chiche, Mme Le Feur, Mme Toutut-Picard, Mme Krimi, M. Delpon, M. Gouffier-Cha, Mme Gaillot, Mme Trisse, M. Besson-Moreau, Mme Tiegna, M. Vignal, M. Nadot et M. Haury.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0

Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	3 000 000	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	3 000 000
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	3 000 000	3 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1911** présenté par le Gouvernement.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	2 500 000	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	2 500 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	2 500 000	2 500 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 894** présenté par M. Pupponi, M. Castellani, M. Acquaviva et Mme Pinel.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	2 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	2 000 000	0
TOTAUX	2 000 000	2 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1473** présenté par M. Damien Adam, Mme O'Petit, Mme Le Meur, Mme Degois, Mme Hennion, Mme Hammerer, M. Mis, M. Le Bohec, M. Da Silva, Mme Jacqueline Dubois, M. Potterie, Mme Vanceunebrock-Mialon, Mme Tamarelle-Verhaeghe, Mme Petel, M. Buchou, Mme Rilhac, M. Morenas, Mme Granjus, M. Anato,

Mme Khedher, M. Claireaux, M. Haury, Mme Toutut-Picard, Mme Thourot, Mme Tuffnell, Mme Gomez-Bassac, Mme Colboc et M. Blanchet.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	1 000 000	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	1 000 000
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0
Interventions territoriales de l'État	0	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1459** présenté par Mme Batho.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	500 000
Interventions territoriales de l'État	500 000	0
Politique de la ville	0	0
TOTAUX	500 000	500 000
SOLDE	0	

**Amendement n° 1435** présenté par M. Orphelin, Mme Pompili, M. Alauzet, Mme Rilhac, Mme Fontaine-Domeizel, M. Daniel, Mme Vanceunebrock-Mialon, Mme Wonner, Mme Valetta Ardisson, Mme Riotton, Mme Bagarry, M. Galbadon, Mme Robert, M. Dombreval, Mme Sarles, M. Morenas, Mme Mörch, M. Perrot, M. Buchou, Mme Dupont, Mme Abba, Mme Meynier-Mille-

fert, M. Martin, M. Testé, M. Chiche, Mme Le Feu, Mme Toutut-Picard, Mme Krimi, M. Delpon, M. Gouffier-Cha, Mme Gaillot, Mme Trisse, M. Besson-Moreau, Mme Tiegna, M. Vignal, M. Nadot et M. Haury.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0
Aide à l'accès au logement	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	450 000	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	450 000
Interventions territoriales de l'État	0	0

Politique de la ville	0	0
TOTAUX	450 000	450 000
SOLDE	0	

#### Article 74

- ① Le sixième alinéa de l'article L. 452-1 du code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :
- ② 1° Les années : « 2014 » et « 2024 » sont remplacées respectivement par les années : « 2019 » et « 2031 » et le montant : « 30 millions d'euros » est remplacé par le montant : « 184 millions d'euros » ;
- ③ 2° Il est ajouté une phrase ainsi rédigée :
- ④ « Ce versement est liquidé, ordonnancé et recouvré selon les modalités prévues pour les recettes des établissements publics administratifs de l'État. »

#### Après l'article 74

**Amendement n° 1360** présenté par Mme Pinel, M. Philippe Vigier, M. Brial, M. Clément, M. Charles de Courson, M. Favennec Becot, M. François-Michel Lambert, M. Molac et M. Pancher.

Après l'article 74, insérer l'article suivant :

L'article L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le montant de l'aide personnalisée au logement est fixé de manière à ce que le reste à charge de loyer acquitté par le locataire ne puisse être inférieur à 20 % du montant total du loyer de son logement. »

**Amendement n° 896** présenté par M. Pupponi, M. Castellani, M. Acquaviva, Mme Pinel, M. Colombani, Mme Dubié, M. El Guerrab et M. Falorni.

Après l'article 74, insérer l'article suivant :

L'article L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le montant de l'aide personnalisée au logement est fixé de manière à ce que le reste à charge de loyer acquitté par le locataire ne puisse être inférieur à 15 % du montant total du loyer de son logement. »

**Amendement n° 1361** présenté par Mme Pinel, M. Philippe Vigier, M. Brial, M. Clément, M. Charles de Courson, M. Favennec Becot, M. François-Michel Lambert, M. Molac et M. Pancher.

Après l'article 74, insérer l'article suivant :

L'article L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le montant de l'aide personnalisée au logement est fixé de manière à ce que le reste à charge de loyer acquitté par le locataire ne puisse être inférieur à 10 % du montant total du loyer de son logement. »

**Amendement n° 1926** présenté par le Gouvernement.

L'article 199 *novovicies* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Le B est complété par un 5° ainsi rédigé :

« 5° Au logement que le contribuable acquiert entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 31 décembre 2021 et qui fait ou qui a fait l'objet de travaux d'amélioration définis par décret. Le montant des travaux, facturés par une entreprise, doit représenter au moins 25 % du coût total de l'opération. » ;

b) Aux deuxième et dernier alinéas du C, les références : « 2°, 3° et 4° » sont remplacées par les références : « 2°, 3°, 4° et 5° » ;

2° Le début du IV est ainsi rédigé : « Sous réserve des dispositions du IV *bis*, la réduction... (*le reste sans changement*) » ;

3° Après le même IV, il est inséré un IV *bis* ainsi rédigé :

« IV *bis*. – La réduction d'impôt mentionnée au 5° du B du I s'applique exclusivement aux logements situés et dans des communes dont le besoin de réhabilitation de l'habitat en centre-ville est particulièrement marqué, dont la liste est fixée par arrêté des ministres chargés du logement et du budget et dans des communes signataires d'une convention d'opération de revitalisation du territoire prévue à l'article L. 303-2 du code de la construction et de l'habitation. » ;

4° Au second alinéa du A du V, la référence : « 4° » est remplacée par la référence : « 5° ».

**Amendement n° 1908** présenté par le Gouvernement.

Après l'article 74, insérer l'article suivant :

I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au 1° du I de l'article L. 542-2, après l'année : « 2018 » sont insérés les mots : « ou, par exception, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 lorsque le logement fait l'objet d'une décision favorable de financement, prise avant le 31 décembre 2018, du représentant de l'État en Guyane, en Martinique, en Guadeloupe et à La Réunion. » ;

2° Le premier alinéa de l'article L. 831-1, est complété par les mots : « ou, par exception, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 lorsque le logement fait l'objet d'une décision favorable de

financement, prise avant le 31 décembre 2018, du représentant de l'État en Guyane, en Martinique, en Guadeloupe et à La Réunion » ;

II. - L'article 10 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte est ainsi modifié :

1° Au début du premier alinéa, est ajoutée la mention : « I. - » ;

2° Il est ajouté un II ainsi rédigé :

« II. - Pour l'application à Mayotte du 1° du I de l'article L. 542-2 du code de la sécurité sociale, les mots : « en Guyane, en Martinique, en Guadeloupe et à La Réunion » sont remplacés par les mots : « à Mayotte ». »

III. - Après le *a* du 1° de l'article 42-1 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte, il est inséré un *a* bis ainsi rédigé :

« *a* bis) Au même premier alinéa, les mots : « en Guyane, en Martinique, en Guadeloupe et à La Réunion » sont remplacés par les mots : « à Mayotte ».

**Amendement n° 1619** présenté par le Gouvernement.

Après l'article 74, insérer l'article suivant :

I. - Après le titre VI *bis* de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte, il est inséré un titre VI *ter* ainsi rédigé :

« Titre VI *ter*

« Aides aux collectivités et organismes logeant à titre temporaire des personnes défavorisées

« Art. 42-5. - Le I de l'article L. 851-1, le premier alinéa de l'article L. 851-3 et l'article L. 851-4 du code de la sécurité sociale sont applicables à Mayotte. »

II. - Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

*Amendements identiques :*

**Amendement n° 1362** présenté par Mme Pinel, M. Philippe Vigier, M. Brial, M. Clément, M. Charles de Courson, M. Favennec Becot, M. François-Michel Lambert, M. Molac et M. Pancher.

Après l'article 74, insérer l'article suivant :

À compter de 2019, il est créé un prélèvement sur le fonds de roulement des organismes visés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation au profit de l'établissement public prévu à l'article L. 435-1 du même code.

Ce fonds est abondé par les organismes dont les dépenses d'entretien et d'amélioration de leur parc de logements locatifs sociaux sont inférieures à un taux, compris entre 12 % et 15 %, correspondant au rapport entre ces dépenses et les ressources d'exploitation nettes des organismes précités.

Le montant du prélèvement est équivalent à la différence entre les dépenses d'entretien et d'amélioration effectivement réalisées au titre de l'exercice précédent et le montant qui aurait dû être réalisé pour atteindre le taux visé à l'alinéa précédent lors de ce même exercice.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État.

**Amendement n° 817** présenté par M. Jolivet, rapporteur spécial au nom de la commission des finances et Mme Do.

Après l'article 74, insérer l'article suivant :

Avant le 1<sup>er</sup> septembre 2019, le Gouvernement remet au Parlement un rapport évaluant l'impact du dispositif de la réduction de loyer de solidarité, créé par l'article 126 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, sur l'autofinancement et les capacités d'investissement des organismes de logement social, dans la perspective d'une hausse du montant de ce dispositif.

**Amendement n° 933** présenté par M. Guy Bricout, Mme Auconie, M. Benoit, Mme de La Raudière, M. Demilly, Mme Frédérique Dumas, M. Dunoyer, Mme Firmin Le Bodo, M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Herth, M. Lagarde, M. Leroy, Mme Magnier, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen et Mme Sanquer.

Après l'article 74, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur les conséquences de l'extinction de l'aide personnalisée au logement-accession prévue au dernier alinéa de l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation, notamment en Outre-mer.

**Amendement n° 1266** présenté par Mme Vignon, Mme Khattabi, M. Vignal, Mme Dupont, Mme Hammerer et Mme Bagarry.

Après l'article 74, insérer l'article suivant :

Avant le 1<sup>er</sup> septembre 2019, le Gouvernement remet au Parlement un rapport analysant la pertinence du financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) via la seule mission budgétaire Cohésion des territoires, compte tenu des enjeux relatifs à l'accompagnement social des personnes hébergées. Le rapport présentera également les modalités envisageables de conclusion de partenariats financiers entre les centres d'hébergement et de réinsertion sociale et d'autres acteurs de l'action sociale.

---



---

## Annexes

### DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2018, transmise par M. le Président du Sénat, une proposition de loi organique, adoptée par le Sénat après engagement de la procédure accélérée, relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Cette proposition de loi organique, n° 1394, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

### DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2018, transmise par M. le Président du Sénat, une proposition de loi, adoptée par le Sénat après engagement de la procédure accélérée, portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires.

Cette proposition de loi, n° 1393, est renvoyée à la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

**DÉPÔT DE RAPPORTS**

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2018, de M. Joël Giraud, un rapport, n° 1395, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi de finances rectificative pour 2018 (n° 1371).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2018, de Mme Laetitia Avia et M. Didier Paris, un rapport, n° 1396, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat après engagement de la procédure accélérée, de programmation 2019-2022 et de réforme pour la justice (n° 1349).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2018, de Mme Laetitia Avia et M. Didier Paris, un rapport, n° 1397, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique, adopté par le Sénat après engagement de la procédure accélérée, relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (n° 1350).

**DÉPÔT DE RAPPORTS EN APPLICATION D'UNE LOI**

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 11 novembre 2018, du Premier ministre, en application de l'article L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, le rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la procédure d'admission au séjour pour soins.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 11 novembre 2018, du Premier ministre, en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, treize projets de décisions de redéploiement de crédits entre différentes actions du Programme d'investissements d'avenir préparés dans le cadre de la fin de gestion 2018.

**TEXTES SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

*Par lettre du vendredi 9 novembre 2018, Monsieur le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à Monsieur le président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :*

13934/18. – Conseil d'administration de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes Nomination de Mme Georgia Papageorgiou, membre titulaire pour la Grèce, en remplacement de Mme Anna Megalou, démissionnaire.

COM(2018) 725 final. – Proposition de décision d'exécution du Conseil modifiant la décision d'exécution 2009/1008/UE autorisant la République de Lettonie à proroger l'application d'une mesure dérogeant à l'article 193 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.

COM(2018) 726 final. – Proposition de décision d'exécution du Conseil autorisant la Croatie à introduire une mesure particulière dérogeant à l'article 26, paragraphe 1, point a), et à l'article 168 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.

# ANALYSE DES SCRUTINS

## 57<sup>e</sup> séance

### Scrutin public n° 1372

sur l'amendement n° 1380 de M. Vallaud à l'article 39 et État B de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2019 - Mission Travail et emploi (première lecture).

Nombre de votants : . . . . .	40
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	39
Majorité absolue : . . . . .	20
Pour l'adoption : . . . . .	11
Contre : . . . . .	28

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

#### Groupe La République en marche (308)

*Contre* : 25

M. Patrice Anato, M. Jean-Jacques Bridey, Mme Émilie Cariou, Mme Fabienne Colboc, M. Olivier Damaisin, Mme Stéphanie Do, Mme Albane Gaillot, Mme Laurence Gayte, Mme Olivia Gregoire, Mme Nadia Hai, Mme Véronique Hammerer, M. François Jolivet, M. Rodrigue Kokouendo, Mme Annaïg Le Meur, M. Richard Lioger, M. Sylvain Maillard, Mme Cendra Motin, M. Mickaël Nogal, Mme Catherine Osson, M. Xavier Paluszkiwicz, Mme Zivka Park, Mme Bénédicte Peyrol, M. Laurent Saint-Martin, M. Stéphane Testé et Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas.

*Non-votant(s)* : 3

M. Gabriel Attal (membre du Gouvernement), Mme Christelle Dubos (membre du Gouvernement) et M. Richard Ferrand (président de l'Assemblée nationale).

#### Groupe Les Républicains (104)

*Pour* : 4

M. Thibault Bazin, Mme Brigitte Kuster, M. Alain Ramadier et M. Stéphane Viry.

*Non-votant(s)* : 1

M. Marc Le Fur (président de séance).

#### Groupe du Mouvement démocrate et apparentés (46)

*Contre* : 3

M. Jean-Luc Lagleize, M. Mohamed Laqhila et Mme Florence Lasserre-David.

*Abstention* : 1

Mme Michèle de Vaucouleurs.

*Non-votant(s)* : 1

M. Marc Fesneau (membre du Gouvernement).

#### Groupe Socialistes et apparentés (29)

*Pour* : 2

M. Jean-Louis Bricout et Mme Josette Manin.

#### Groupe UDI, Agir et indépendants (28)

*Pour* : 1

M. Guy Bricout.

*Non-votant(s)* : 1

M. Franck Riester (membre du Gouvernement).

#### Groupe La France insoumise (17)

#### Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (16)

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### Groupe Libertés et territoires (16)

*Pour* : 2

Mme Sylvia Pinel et M. François Pupponi.

#### Non inscrits (12)

*Pour* : 1

Mme Delphine Batho.

### Scrutin public n° 1373

sur l'amendement n° 1498 de M. Dharréville à l'article 39 et État B de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2019 - Mission Travail et emploi (première lecture).

Nombre de votants : . . . . .	40
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	39
Majorité absolue : . . . . .	20
Pour l'adoption : . . . . .	11
Contre : . . . . .	28

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

#### Groupe La République en marche (308)

*Contre* : 25

M. Patrice Anato, M. Jean-Jacques Bridey, Mme Émilie Cariou, Mme Fabienne Colboc, M. Olivier Damaisin, Mme Stéphanie Do, Mme Albane Gaillot, Mme Laurence Gayte, Mme Olivia Gregoire, Mme Nadia Hai, Mme Véronique Hammerer, M. François Jolivet, M. Rodrigue Kokouendo, Mme Annaïg Le Meur, M. Richard Lioger, M. Sylvain Maillard, Mme Cendra Motin, M. Mickaël Nogal, Mme Catherine Osson, M. Xavier Paluszkiwicz, Mme Zivka Park, Mme Bénédicte Peyrol, M. Laurent Saint-Martin, M. Stéphane Testé et Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas.

*Non-votant(s)* : 3

M. Gabriel Attal (membre du Gouvernement), Mme Christelle Dubos (membre du Gouvernement) et M. Richard Ferrand (président de l'Assemblée nationale).

#### **Groupe Les Républicains (104)**

*Pour* : 4

M. Thibault Bazin, Mme Brigitte Kuster, M. Alain Ramadier et M. Stéphane Viry.

*Non-votant(s)* : 1

M. Marc Le Fur (président de séance).

#### **Groupe du Mouvement démocrate et apparentés (46)**

*Contre* : 3

M. Jean-Luc Lagleize, M. Mohamed Laqhila et Mme Florence Lasserre-David.

*Abstention* : 1

Mme Michèle de Vaucouleurs.

*Non-votant(s)* : 1

M. Marc Fesneau (membre du Gouvernement).

Groupe Socialistes et apparentés (29)

*Pour* : 2

M. Jean-Louis Bricout et Mme Josette Manin.

#### **Groupe UDI, Agir et indépendants (28)**

*Pour* : 1

M. Guy Bricout.

*Non-votant(s)* : 1

M. Franck Riester (membre du Gouvernement).

#### **Groupe La France insoumise (17)**

#### **Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (16)**

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### **Groupe Libertés et territoires (16)**

*Pour* : 2

Mme Sylvia Pinel et M. François Pupponi.

#### **Non inscrits (12)**

*Pour* : 1

Mme Delphine Batho.

### **Scrutin public n° 1374**

*sur les crédits de la mission Travail et emploi à l'article 39 et État B de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2019 (première lecture).*

Nombre de votants : . . . . . 36

Nombre de suffrages exprimés : . . . . . 36

Majorité absolue : . . . . . 19

Pour l'adoption : . . . . . 25

Contre : . . . . . 11

L'Assemblée nationale a adopté.

#### **Groupe La République en marche (308)**

*Pour* : 21

M. Jean-Jacques Briday, Mme Émilie Cariou, Mme Fabienne Colboc, M. Olivier Damaisin, Mme Stéphanie Do, Mme Albane Gaillot, Mme Laurence Gayte, Mme Olivia Gregoire, Mme Nadia Hai, Mme Véronique Hammerer, M. François Jolivet, M. Richard Lioger, M. Sylvain Maillard, Mme Cendra Motin, M. Mickaël Nogal, Mme Catherine Osson, M. Xavier Paluszkiwicz, Mme Zivka Park, Mme Bénédicte Peyrol, M. Laurent Saint-Martin et Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas.

*Non-votant(s)* : 3

M. Gabriel Attal (membre du Gouvernement), Mme Christelle Dubos (membre du Gouvernement) et M. Richard Ferrand (président de l'Assemblée nationale).

#### **Groupe Les Républicains (104)**

*Contre* : 4

M. Thibault Bazin, Mme Brigitte Kuster, M. Alain Ramadier et M. Stéphane Viry.

*Non-votant(s)* : 1

M. Marc Le Fur (président de séance).

#### **Groupe du Mouvement démocrate et apparentés (46)**

*Pour* : 4

M. Jean-Luc Lagleize, M. Mohamed Laqhila, Mme Florence Lasserre-David et Mme Michèle de Vaucouleurs.

*Non-votant(s)* : 1

M. Marc Fesneau (membre du Gouvernement).

#### **Groupe Socialistes et apparentés (29)**

*Contre* : 2

M. Jean-Louis Bricout et Mme Josette Manin.

#### **Groupe UDI, Agir et indépendants (28)**

*Contre* : 1

M. Guy Bricout.

*Non-votant(s)* : 1

M. Franck Riester (membre du Gouvernement).

#### **Groupe La France insoumise (17)**

*Contre* : 1

Mme Mathilde Panot.

#### **Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (16)**

*Contre* : 1

M. Stéphane Peu.

#### **Groupe Libertés et territoires (16)**

*Contre* : 2

Mme Sylvia Pinel et M. François Pupponi.

#### **Non inscrits (12)**

**Scrutin public n° 1375**

sur l'amendement n° 833 de M. Jean-Louis Bricout à l'article 39 et État B de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2019 - Mission Cohésion des territoires (première lecture).

Nombre de votants : . . . . .	40
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	40
Majorité absolue : . . . . .	21
Pour l'adoption : . . . . .	12
Contre : . . . . .	28

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

**Groupe La République en marche (308)**

*Contre* : 25

M. Patrice Anato, Mme Émilie Cariou, M. Olivier Damaisin, M. Benjamin Dirx, Mme Stéphanie Do, Mme Nicole Dubré-Chirat, Mme Albane Gaillot, Mme Laurence Gayte, Mme Émilie Guerel, Mme Nadia Hai, Mme Véronique Hammerer, M. François Jolivet, Mme Catherine Kamowski, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, M. Richard Lioger, Mme Amélie de Montchalin, Mme Cendra Motin, M. Mickaël Nogal, Mme Catherine Osson, M. Xavier Paluszkiwicz, Mme Zivka Park, Mme Béatrice Piron, M. Laurent Saint-Martin et M. Guillaume Vuilletet.

*Non-votant(s)* : 3

M. Gabriel Attal (membre du Gouvernement), Mme Christelle Dubos (membre du Gouvernement) et M. Richard Ferrand (président de l'Assemblée nationale).

**Groupe Les Républicains (104)**

*Pour* : 3

M. Thibault Bazin, Mme Brigitte Kuster et M. Alain Ramadier.

*Non-votant(s)* : 1

M. Marc Le Fur (président de séance).

**Groupe du Mouvement démocrate et apparentés (46)**

*Contre* : 3

M. Jean-Luc Lagleize, M. Mohamed Laqhila et Mme Florence Lasserre-David.

*Non-votant(s)* : 1

M. Marc Fesneau (membre du Gouvernement).

**Groupe Socialistes et apparentés (29)**

*Pour* : 3

M. Jean-Louis Bricout, M. Serge Letchimy et Mme Josette Manin.

**Groupe UDI, Agir et indépendants (28)**

*Pour* : 1

M. Guy Bricout.

*Non-votant(s)* : 1

M. Franck Riester (membre du Gouvernement).

**Groupe La France insoumise (17)**

*Pour* : 1

Mme Mathilde Panot.

**Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (16)**

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

**Groupe Libertés et territoires (16)**

*Pour* : 2

Mme Sylvia Pinel et M. François Pupponi.

**Non inscrits (12)**

*Pour* : 1

Mme Delphine Batho.

**Scrutin public n° 1376**

sur l'amendement n° 840 de M. Jean-Louis Bricout à l'article 39 et État B de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2019 - Mission Cohésion des territoires (première lecture).

Nombre de votants : . . . . .	37
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	36
Majorité absolue : . . . . .	19
Pour l'adoption : . . . . .	11
Contre : . . . . .	25

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

**Groupe La République en marche (308)**

*Contre* : 24

M. Patrice Anato, Mme Émilie Cariou, M. Olivier Damaisin, M. Benjamin Dirx, Mme Nicole Dubré-Chirat, Mme Albane Gaillot, Mme Laurence Gayte, Mme Émilie Guerel, Mme Nadia Hai, Mme Véronique Hammerer, M. François Jolivet, Mme Catherine Kamowski, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, M. Richard Lioger, Mme Amélie de Montchalin, Mme Cendra Motin, M. Mickaël Nogal, Mme Catherine Osson, M. Xavier Paluszkiwicz, Mme Zivka Park, Mme Béatrice Piron, M. Laurent Saint-Martin et M. Guillaume Vuilletet.

*Abstention* : 1

Mme Stéphanie Do.

*Non-votant(s)* : 3

M. Gabriel Attal (membre du Gouvernement), Mme Christelle Dubos (membre du Gouvernement) et M. Richard Ferrand (président de l'Assemblée nationale).

**Groupe Les Républicains (104)**

*Pour* : 3

M. Thibault Bazin, Mme Brigitte Kuster et M. Alain Ramadier.

*Non-votant(s)* : 1

M. Marc Le Fur (président de séance).

**Groupe du Mouvement démocrate et apparentés (46)**

*Contre* : 1

M. Mohamed Laqhila.

*Non-votant(s)* : 1

M. Marc Fesneau (membre du Gouvernement).

**Groupe Socialistes et apparentés (29)**

*Pour* : 3

M. Jean-Louis Bricout, M. Serge Letchimy et Mme Josette Manin.

**Groupe UDI, Agir et indépendants (28)**

*Pour* : 1

M. Guy Bricout.

*Non-votant(s) : 1*

M. Franck Riester (membre du Gouvernement).

**Groupe La France insoumise (17)**

*Pour : 1*

Mme Mathilde Panot.

**Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (16)**

*Pour : 1*

M. Stéphane Peu.

**Groupe Libertés et territoires (16)**

*Pour : 2*

Mme Sylvia Pinel et M. François Pupponi.

**Non inscrits (12)**

**Scrutin public n° 1377**

*sur l'amendement n° 831 de M. Jean-Louis Bricout et l'amendement identique suivant à l'article 39 et État B de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2019 - Mission Cohésion des territoires (première lecture).*

Nombre de votants : . . . . .	34
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	33
Majorité absolue : . . . . .	17
Pour l'adoption : . . . . .	8
Contre : . . . . .	25

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

**Groupe La République en marche (308)**

*Contre : 24*

M. Patrice Anato, Mme Émilie Cariou, M. Olivier Damaisin, M. Benjamin Dirx, Mme Nicole Dubré-Chirat, Mme Albane Gaillot, Mme Laurence Gayte, M. Guillaume Gouffier-Cha, Mme Émilie Guerel, Mme Nadia Hai, Mme Véronique Hammerer, M. François Jolivet, Mme Catherine Kamowski, M. Rodrigue Kokouendo, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, M. Richard Lioger, Mme Amélie de Montchalin, M. Mickaël Nogal, Mme Catherine Osson, Mme Zivka Park, Mme Béatrice Piron, Mme Mireille Robert et M. Guillaume Vuilletet.

*Abstention : 1*

Mme Stéphanie Do.

*Non-votant(s) : 3*

M. Gabriel Attal (membre du Gouvernement), Mme Christelle Dubos (membre du Gouvernement) et M. Richard Ferrand (président de l'Assemblée nationale).

**Groupe Les Républicains (104)**

*Pour : 2*

M. Thibault Bazin et M. Alain Ramadier.

*Non-votant(s) : 1*

M. Marc Le Fur (président de séance).

**Groupe du Mouvement démocrate et apparentés (46)**

*Contre : 1*

M. Mohamed Laqhila.

*Non-votant(s) : 1*

M. Marc Fesneau (membre du Gouvernement).

**Groupe Socialistes et apparentés (29)**

*Pour : 3*

M. Jean-Louis Bricout, M. Serge Letchimy et Mme Josette Manin.

**Groupe UDI, Agir et indépendants (28)**

*Pour : 1*

M. Guy Bricout.

*Non-votant(s) : 1*

M. Franck Riester (membre du Gouvernement).

**Groupe La France insoumise (17)**

**Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (16)**

**Groupe Libertés et territoires (16)**

*Pour : 2*

Mme Sylvia Pinel et M. François Pupponi.

**Non inscrits (12)**

**Scrutin public n° 1378**

*sur l'amendement n° 1491 de M. Bazin à l'article 39 et État B de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2019 - Mission Cohésion des territoires (première lecture).*

Nombre de votants : . . . . .	28
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	28
Majorité absolue : . . . . .	15
Pour l'adoption : . . . . .	6
Contre : . . . . .	22

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

**Groupe La République en marche (308)**

*Contre : 21*

M. Patrice Anato, Mme Émilie Cariou, M. Olivier Damaisin, M. Benjamin Dirx, Mme Stéphanie Do, Mme Albane Gaillot, Mme Laurence Gayte, M. Guillaume Gouffier-Cha, Mme Émilie Guerel, Mme Nadia Hai, Mme Véronique Hammerer, M. François Jolivet, M. Rodrigue Kokouendo, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, M. Richard Lioger, Mme Amélie de Montchalin, Mme Catherine Osson, Mme Béatrice Piron, Mme Mireille Robert et M. Guillaume Vuilletet.

*Non-votant(s) : 3*

M. Gabriel Attal (membre du Gouvernement), Mme Christelle Dubos (membre du Gouvernement) et M. Richard Ferrand (président de l'Assemblée nationale).

**Groupe Les Républicains (104)**

*Pour : 2*

M. Thibault Bazin et M. Alain Ramadier.

*Non-votant(s) : 1*

M. Marc Le Fur (président de séance).

**Groupe du Mouvement démocrate et apparentés (46)**

*Contre : 1*

M. Mohamed Laqhila.

*Non-votant(s) : 1*

M. Marc Fesneau (membre du Gouvernement).

**Groupe Socialistes et apparentés (29)***Pour* : 3

M. Jean-Louis Bricout, M. Serge Letchimy et Mme Josette Manin.

**Groupe UDI, Agir et indépendants (28)***Pour* : 1

M. Guy Bricout.

*Non-votant(s)* : 1

M. Franck Riester (membre du Gouvernement).

**Groupe La France insoumise (17)****Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (16)****Groupe Libertés et territoires (16)****Non inscrits (12)****Scrutin public n° 1379***sur l'amendement n° 1490 de M. Bazin à l'article 39 et État B de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2019 - Mission Cohésion des territoires (première lecture).*

Nombre de votants : . . . . .	29
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	28
Majorité absolue : . . . . .	15
<i>Pour</i> l'adoption : . . . . .	5
<i>Contre</i> : . . . . .	23

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

**Groupe La République en marche (308)***Contre* : 21

M. Patrice Anato, Mme Émilie Cariou, M. Olivier Damaisin, M. Benjamin Dirx, Mme Stéphanie Do, Mme Albane Gaillot, Mme Laurence Gayte, M. Guillaume Gouffier-Cha, Mme Émilie Guerel, Mme Nadia Hai, Mme Véronique Hammerer, M. François Jolivet, M. Rodrigue Kokouendo, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, M. Richard Lioger, Mme Amélie de Montchalin, Mme Catherine Osson, Mme Béatrice Piron, Mme Mireille Robert et M. Guillaume Vuilletet.

*Non-votant(s)* : 3

M. Gabriel Attal (membre du Gouvernement), Mme Christelle Dubos (membre du Gouvernement) et M. Richard Ferrand (président de l'Assemblée nationale).

**Groupe Les Républicains (104)***Pour* : 2

M. Thibault Bazin et M. Alain Ramadier.

*Non-votant(s)* : 1

M. Marc Le Fur (président de séance).

**Groupe du Mouvement démocrate et apparentés (46)***Contre* : 1

M. Mohamed Laqhila.

*Non-votant(s)* : 1

M. Marc Fesneau (membre du Gouvernement).

**Groupe Socialistes et apparentés (29)***Pour* : 1

M. Serge Letchimy.

*Contre* : 1

M. Jean-Louis Bricout.

*Abstention* : 1

Mme Josette Manin.

**Groupe UDI, Agir et indépendants (28)***Pour* : 1

M. Guy Bricout.

*Non-votant(s)* : 1

M. Franck Riester (membre du Gouvernement).

**Groupe La France insoumise (17)****Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (16)****Groupe Libertés et territoires (16)***Pour* : 1

Mme Sylvia Pinel.

**Non inscrits (12)****Scrutin public n° 1380***sur l'amendement n° 832 de M. Letchimy à l'article 39 et État B de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2019 - Mission Cohésion des territoires (première lecture).*

Nombre de votants : . . . . .	30
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	27
Majorité absolue : . . . . .	14
<i>Pour</i> l'adoption : . . . . .	9
<i>Contre</i> : . . . . .	18

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

**Groupe La République en marche (308)***Pour* : 2

Mme Émilie Cariou et M. Olivier Damaisin.

*Contre* : 18

M. Patrice Anato, M. Benjamin Dirx, Mme Stéphanie Do, Mme Albane Gaillot, Mme Laurence Gayte, Mme Séverine Gipson, M. Guillaume Gouffier-Cha, Mme Émilie Guerel, Mme Nadia Hai, M. François Jolivet, M. Rodrigue Kokouendo, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, M. Richard Lioger, Mme Amélie de Montchalin, Mme Catherine Osson, Mme Béatrice Piron et Mme Mireille Robert.

*Non-votant(s)* : 3

M. Gabriel Attal (membre du Gouvernement), Mme Christelle Dubos (membre du Gouvernement) et M. Richard Ferrand (président de l'Assemblée nationale).

**Groupe Les Républicains (104)***Abstention* : 2

M. Thibault Bazin et M. Alain Ramadier.

*Non-votant(s)* : 1

M. Marc Le Fur (Président de séance).

**Groupe du Mouvement démocrate et apparentés (46)***Non-votant(s)* : 1

M. Marc Fesneau (membre du Gouvernement).

**Groupe Socialistes et apparentés (29)***Pour* : 3

M. Jean-Louis Bricout, M. Serge Letchimy et Mme Josette Manin.

**Groupe UDI, Agir et indépendants (28)***Abstention* : 1

M. Guy Bricout.

*Non-votant(s)* : 1

M. Franck Riester (membre du Gouvernement).

**Groupe La France insoumise (17)***Pour* : 2

Mme Danièle Obono et Mme Mathilde Panot.

**Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (16)****Groupe Libertés et territoires (16)***Pour* : 1

Mme Sylvia Pinel.

**Non inscrits (12)***Pour* : 1

Mme Delphine Batho.